Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 37 (1979)

Heft: 2

Artikel: Les jeunes face à l'économie

Autor: Delaude, Jean-Claude

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-138331

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les jeunes face à l'économie

Jean-Claude Delaude,
directeur du CIPR,
Genève

«Etre libre aujourd'hui, c'est être informé» a pu écrire Alfred Sauvy. A une époque où l'avenir conjoncturel et structurel de nombreuses branches de notre économie n'est pas assuré avec autant de certitudes que ce ne fut le cas dans les années 60, il est indispensable d'intensifier et de coordonner tous les efforts visant à cette amélioration des connaissances des jeunes en matière économique souhaitée par tous les milieux et partenaires sociaux, mais aujourd'hui encore réalisée de manière empirique, et sans véritable consensus, au niveau de l'école.

La matière «économie» ne peut certes prétendre à devenir une branche nouvelle du programme scolaire obligatoire. Il n'en demeure pas moins urgent d'obtenir pour tous les futurs citoyens et citoyennes de ce pays une formation économique de base dans le cadre de l'école.

La place dévolue dans les programmes scolaires à la description, voire à l'étude, des phénomènes et mécanismes économiques, peut être qualifiée de portion congrue. Ce n'est en effet que marginalement que l'économie apparaît dans quelques leçons consacrées à des disciplines dites d'éveil, ceci pour la quasi-majorité des élèves qui accomplissent en Suisse une scolarité obligatoire.

Grâce à la collaboration de la SDES — Société pour le développement de l'économie suisse —. de la SPR — Société pédagogique romande — et du CIPR — Centre d'information et de relations publiques —, il existe depuis près de vingt ans en Suisse romande une action intitulée «Jeunesse et Economie» qui s'efforce de réaliser le dialogue entre les milieux de l'école et ceux de l'économie. Elargi en 1972 à l'échelon national, ce mouvement a clairement défini dans ses statuts que l'un de ses objectifs principaux consiste à «améliorer les connaissances des jeunes dans le domaine des faits, des rapports et des problèmes économiques». Il s'y emploie désormais sous l'égide d'une société regroupant tous les partenaires sociaux et tous les milieux concernés par son action.

La société «Jeunesse et Economie» est devenue un interlocuteur valable, reconnu par les autorités scolaires. Les actions d'information qu'elle conçoit, certes appréciées, demeurent embryonnaires et très parcellisées. La notion même «d'économie à l'école» effraie encore les autorités scolaires. Sans raison d'ailleurs. L'objectivité de la documentation économique conçue par «Jeunesse et Economie» et le fait qu'elle soit en quelque sorte cautionnée par tous les partenaires sociaux — patronat, syndicats, consommateurs — de l'économie suisse, devraient lui assurer un plus large écho officiel.

UNE FORMATION ÉCONOMIQUE DE BASE, GAGE DE PROSPÉRITÉ

La sous-information du citoyen suisse en matière économique est patente. Il est possible, chez nous, de faire des études secondaires sanctionnées d'un diplôme, puis de passer trois ou quatre années dans une faculté ou un institut universitaire sans avoir jamais eu à témoigner d'une quelconque connaissance en matière économique ou sociale.

D'autre part, l'Etat et les économistes se soucient assez peu de vulgariser. Ils manifestent plutôt du dédain à l'égard de toute vulgarisation, d'où l'utilisation d'un langage ésotérique et inutilement compliqué. Or, l'homme d'aujourd'hui veut savoir et comprendre: il entend ainsi participer. Dans la mesure où il est tenu dans l'ignorance, il aura tendance à la critique systématique. Le mystérieux, l'incompréhensible n'est-il pas toujours suspect? Et pourtant: l'économie détermine le cadre matériel de notre vie, car elle est l'ensemble des rapports et des activités entre les hommes qui vise à leur mettre à disposition des biens et des services, qu'il s'agisse de production, d'échange ou de consommation. Au sens large, l'économie, c'est l'administration et le fonctionnement de la société des hommes.

Il y a désormais une telle interdépendance des facteurs dans l'économie moderne que l'information économique joue un rôle capital dans le maintien de la démocratie. L'économie a d'autre part acquis dans la conjoncture actuelle un caractère volontaire. On a découvert l'aménagement rationnel des ressources, on a dressé une politique des revenus, on s'aperçoit enfin que certaines demandes sont incompatibles et pèseraient trop lourdement sur une économie en déséquilibre.

En réalité, l'économie repose sur des choix que le citoyen ne pourra accepter que dans la mesure où ils auront été expliqués. A l'échelon de chaque unité de production, entreprise ou société commerciale, l'information et la compréhension économiques sont indispensables. L'intégration des travailleurs dans l'entreprise, l'intéressement et la motivation au travail, passent par là. C'est bien dire que si l'information commerciale est à l'évidence de nature économique, elle ne saurait à elle seule remplacer le besoin d'une information économique plus générale, désintéressée et permanente.

Qu'il s'agisse du consommateur ou du travailleur, la culture économique est la condition préalable et le multiplicateur du succès des programmes des gouvernements... et des chefs d'entreprises. L'information ne doit plus être seulement une technique pour les professionnels. Elle est devenue un élément constitutif de l'économie. Or, comment un jeune Suisse romand peut-il s'intéresser à quelque chose dont il ne connaît pas les rouages et les mécanismes? Quittant le doux «cocon» de l'école, il est projeté dans le monde économique sur une place de travail où règne très vite la parcellisation. Le plus souvent il «décroche» car il ne comprend pas, son incompréhension engendrant même critique et refus.

RÔLE DES JEUNES DANS L'INDUSTRIE

Il est évident que le monde de l'école et celui de l'économie ont quelque peine à dialoguer sur des valeurs identiques. En simplifiant à l'extrême, on pourrait résumer cette dualité par deux formules: *idéalisme contre pragmatisme* ou *humanisme contre productivité.* Idéalisme des enseignants qui tentent de faire de leurs élèves des adolescents puis des adultes responsables et autonomes, alors que les milieux patronaux souhaiteraient voir l'école apporter d'abord à leurs futurs apprentis ou employés les bases nécessaires à la réussite professionnelle, à savoir connaissances du calcul et des mathématiques élémentaires, maîtrise de la langue parlée et écrite, orthographe tout particulièrement, sans oublier des habitudes d'ordre et une méthode de travail.

Il convient donc, et ceci de manière prioritaire, de renouer le dialogue afin de restaurer une confiance indispensable; dans le cas contraire, les enseignants prêteront toujours plus l'oreille aux thèses des contre-pouvoirs qui sont l'apanage de nos sociétés développées. Ils ne voudront pas «faire de l'économie», mais ils aborderont tous les thèmes du «consumérisme» et de l'écologie dans leurs classes. Il ne faudra plus leur parler d'industries mais de pollution, de commerce mais de gaspillage, de gestion ou d'esprit d'entreprise mais de participation. Ainsi les jeunes Romands perdent-ils progressivement la mentalité industrielle qui fut celle de leurs pères. Phénomène d'une société évoluée! Signe des temps! Preuve en soit la difficulté non seulement de former des apprentis de nationalité suisse dans certaines grandes entreprises industrielles, mais surtout de les garder. Car souvent, ceux qui ont passé trois ou quatre années en ateliers à apprendre un métier considèrent cette étape de leur vie comme un simple tremplin vers autre chose. Une fois leur certificat fédéral de capacité en poche, nombreux sont ceux qui postulent ailleurs, dans les grandes régies fédérales où la sécurité de l'emploi n'est pas un mythe, voire dans d'autres administrations ou même dans les grandes sociétés de services.

L'INSUFFISANCE DE LA FORMATION ET LE RÔLE DU CHEF D'ENTREPRISE

Chaque citoyen ou citoyenne est un agent plus ou moins bien informé du point de vue économique. Souvent il véhicule des mythes! Mais qui d'autre que le responsable d'entreprise pourra rectifier l'information, rassurer même, former en définitive? L'information de l'homme au travail est devenue une norme moderne de gestion. En théorie pour le moins. Mais qu'en est-il en pratique? L'entreprise demeure l'un des derniers piliers de notre société dans lequel règne un système d'organisation hiérarchisé et fonctionnel. Mais l'entreprise est un micromonde. En son sein existent des tensions, des conflits de compétences, de responsabilités, d'intérêt même. Entre les services ou départements, on assiste souvent à une compétition acharnée. Enfin, la hiérarchie sépare et jalouse. Dans ce contexte, *le personnel, le public interne de l'entreprise, va réagir en fonction de ce qu'il sait et comprend mais aussi en fonction des informations qu'il n'a pas reçues, d'où son adhésion, son opposition, voire son indifférence.* Par ailleurs, ce même personnel devient porte-parole et il va émettre vers l'extérieur les messages qu'il a sélectionnés, messages qui façonneront l'image globale de l'entreprise. C'est dire l'importance d'une politique d'information aussi étendue que possible. Informer, c'est contribuer à l'épanouissement de l'individu et c'est renforcer la solidarité du groupe.

A une époque où l'économie est l'objet d'attaques incessantes, où la croissance est remise en cause et où la conjoncture est hésitante, il est indispensable d'informer. L'entreprise, par extension l'économie, n'est au demeurant pas remise en question dans sa fonction de production mais dans ses finalités mêmes. Profit, croissance, surconsommation, pollution sont autant de données sur lesquelles convergent les critiques.

Que faire, sinon s'efforcer d'expliquer, de s'expliquer, d'établir la communication et de chercher le dialogue là où il est possible, soit dans l'entreprise. L'efficacité et la transparence de l'économie sont à rechercher dans sa cellule de base. C'est à ce niveau que la circulation de l'information est la plus souhaitable. L'homme informé repense ses objectifs, modifie ses attitudes. Responsable, il participe à la détermination de son propre travail.

UNE TELLE PARTICIPATION SUPPOSE UN PARTAGE DE LA CONNAISSANCE

Dans notre société, surtout depuis l'avènement des spécialistes, il y a une frontière entre ceux qui savent, qui sont dans le secret... et tous les autres. Curieusement, la principale source du pouvoir, de l'autorité, du commandement repose également sur la connaissance. Dès lors, le chef d'entreprise doit s'efforcer de faire partager le savoir à l'ensemble de son personnel. Informer et faire comprendre, c'est expliquer son environnement au travailleur, c'est lui faire connaître la vie de son entreprise, c'est aussi lui permettre de se situer. C'est enfin *favoriser l'éclosion d'un esprit d'entreprise.*

Sensibiliser le premier public de l'entreprise, celui qui vit directement d'elle, informer son personnel des résultats, perspectives, problèmes, rechercher le dialogue avec lui, ce sont là autant de démarches vitales pour l'avenir de l'entreprise. Il est évident qu'un certain nombre de problèmes, d'insatisfactions et de positions de tension — conflits hiérarchiques, refus de collaboration, passivité au travail, absentéisme — peuvent et doivent être débloqués, au lieu d'être cristallisés et de s'envenimer. Quel chef du personnel ne souhaiterait-il pas la diminution du taux de rotation de son personnel et une amélioration spontanée du climat humain de l'entreprise? L'information interne lui offre une solution: informer, c'est contribuer à l'épanouissement de l'individu; c'est également renforcer la solidarité du groupe. Une stratégie de confiance, dans la gestion de son personnel, débouche inévitablement sur l'efficience.

Ainsi, l'évolution de l'école, la politique d'ouverture sur le monde pratiquée par elle — et qui va aller en s'accentuant — doit-elle provoquer des changements d'attitude profonds de la part des responsables d'entreprise. Il serait illusoire de vouloir encore «conduire» des jeunes avec les méthodes et messages du passé. Il faut leur expliquer la finalité de leur travail d'une part, mais également celle de l'entreprise. Dans le même ordre d'idée, il ne leur suffit plus de connaître le résultat de leur tâche, ils veulent connaître celui de l'ensemble. En bref, ils souhaitent comprendre le système économique dans lequel ils vivent. Et s'ils ne savent même pas que prospérité et sécurité (de l'emploi) riment avec liberté, peut-être conviendra-t-il de le leur expliquer... et de le leur répéter souvent, d'ici à l'an 2000. L'information et la formation économiques sont les clefs de l'avenir. Motivantes et objectives, elles sont les meilleurs garants d'une prospérité à laquelle tendent toutes les collectivités. Or, s'il devient urgent de créer les conditions qui permettront à l'information économique de s'épanouir et s'il ne fait pas de doute que le premier contact avec les réalités économiques doit être préparé au sein de l'école, c'est à l'entreprise qu'il appartient de réaliser l'adéquation entre la prise de conscience et le vécu.